



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

Direction Financière et Juridique

Service de la Commande Publique

Pavillon Mollien

75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE N°2026-001M

**MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE STOCKAGE ET ARCHIVAGE VIDEO
NUMERIQUES DE L'AUDITORIUM DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE
DU LOUVRE**

*Marché passé selon la **procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles L 2124-2, R. 2124-2-1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Table des matières

1	OBJET	5
1.1	Objet du marché	5
1.2	Forme du marché	5
1.3	Prestations prises en charges dans le cadre du forfait :	5
1.4	Prestations rémunérées à prix unitaires :	5
1.5	Découpage en tranches et en lots	6
1.6	Variantes et options	6
1.7	Responsabilité sociétale des organisations (RSO)	6
1.8	Clause environnementale	7
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
2.1	Pièces particulières	7
2.2	Pièces générales	8
3	DUREE DU MARCHE	8
4	MODALITES D'EXECUTION	8
4.1	Conduite du marché	8
4.2	Représentant du titulaire	8
4.3	Délais et fréquences	9
5	CONDITIONS D'EXECUTION	9
5.1	Mesures particulières de sécurité	9
5.2	Personnel du titulaire	10
5.3	Prise en charge et remise de l'objet des prestations de maintenance	11
5.4	Installations mises à disposition du titulaire	11
5.5	Plan de prévention	12
5.6	Réunions	13
5.7	Confidentialité et actions de communication	13
5.7.1	Clause de confidentialité	13
5.7.2	Photographies et prises de vues du personnel du Titulaire	14
5.7.3	Prises de vue ou tournages sur le chantier par le Titulaire	15
5.7.4	Protection des données à caractère personnel	15
5.8	Mesures relatives à la cyber sécurité	16
6	OPERATIONS DE VERIFICATION	17
6.1	Vérifications	17
6.2	Admission des prestations de maintenance	17
6.3	Admission des prestations exécutées sur bons de commande	17
7	RESPONSABILITES, ASSURANCES, GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	18

7.1	Responsabilités	18
7.2	Assurances	18
8	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	19
8.1	Nature et contenu des prix	19
8.2	Prix forfaitaire	19
8.3	Prix unitaires	20
8.4	Ajout de nouvelles références en cours d'exécution	20
8.5	Clause de réexamen	20
8.5.1	En cas de développements additionnels et modification de la liste des équipements	20
8.5.2	En cas de modification des protocoles de sauvegarde	21
8.5.3	En cas d'ajout d'un plan de progrès	21
8.5.4	En cas de circonstances imprévues	21
9	MODALITES DE REGLEMENT	21
9.1	Répartition des paiements	21
9.2	Modalités de règlement des comptes	21
9.2.1	Modalités de règlement des comptes	21
9.2.2	Modalités de règlement pour le forfait	22
9.2.3	Modalités de règlement pour la part à commande	23
9.2.4	T.V.A.	23
9.2.5	Délais de paiement – Intérêts moratoires	23
9.3	Variation des prix	24
9.4	Paiement des co-traitants, sous-traitants	24
10	AVANCE	25
11	PENALITES - REFACTIONS - INDEMNITES - PRIMES	25
11.1	Pénalités contractuelles	25
11.1.1	<i>Pannes répétitives des équipements</i>	25
11.1.2	<i>Maintenance corrective</i>	25
11.1.3	<i>Retards dans le délai de réponse des demandes de l'assistance téléphonique</i>	25
11.2	Autres pénalités	26
11.2.1	Lutte contre le travail dissimulé	26
11.2.2	<i>Emplois de travailleurs étrangers</i>	26
11.2.3	<i>Pénalité pour non-respect de l'engagement environnemental</i>	26
12	SOUS TRAITANCE :	26
13	RETENUE DE GARANTIE	27
14	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	27
15	CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SECRET	27
16	REGLEMENT DES DIFFERENDS	27
17	RESILIATION	28
18	AGREMENT	28

19	MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	29
20	DEROGATION AU CCAG/FCS	29

1 OBJET

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'entretien, le dépannage et la réparation, le maintien en bon état de fonctionnement, et l'assistance téléphonique, relatifs à des équipements de stockage et archivage vidéo numériques de l'auditorium du musée du Louvre.

Les missions confiées au titulaire sont les suivantes :

- maintenance préventive systématique
- maintenance conditionnelle et corrective des équipements et des logiciels afférents
- assistance technique téléphonique au personnel exploitant l'installation

L'objet et la consistance de ces prestations sont détaillés dans le C.C.T.P. et ses annexes :

- Annexe n°1 : Tableau détaillé des dispositifs à maintenir
- Annexe n°2 : Synoptique fonctionnel des dispositifs à maintenir

1.2 Forme du marché

Le présent marché est passé selon la **procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles L 2124-2, R. 2124-2-1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent marché comprend.

- ✓ principalement une part forfaitaire ;
- ✓ une part à commandes à titre complémentaire sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de **40 000 euros HT**.

Le présent marché est rémunéré par un prix forfaitaire. Il comprend par ailleurs une part à commande donnant lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande au sens des articles R.2162-1, R.2162-2 2° et R2162-4 2° du Code de la commande publique.

1.3 Prestations prises en charges dans le cadre du forfait :

Les prestations relevant du forfait sont les suivantes :

- ✓ la maintenance préventive systématique (article 1.3.1 du CCTP),
- ✓ la maintenance préventive conditionnelle (article 1.3.2 du CCTP),
- ✓ la maintenance corrective (article 1.3.3 du CCTP),
- ✓ certaines prestations de maintenance spécifique (article 1.3.4 du CCTP et décrites en annexe 1 du CCTP),
- ✓ l'assistance téléphonique (hotline) (article 1.3.7 du CCTP),

Pour les opérations décrites ci-dessus, la totalité des frais de main-d'œuvre (ingénieurs et techniciens), d'outillage et de transports sera comprise dans le montant forfaitaire de la prestation de maintenance.

Toutes les petites fournitures, consommables, et pièces détachées de moins de 500 € HT seront également comprises dans le montant forfaitaire de la prestation de maintenance.

1.4 Prestations rémunérées à prix unitaires :

Les prestations relevant de la part à commande sont les suivantes :

- ✓ les éventuels dépannages sur les équipements usés anormalement ou dégradés délibérément ou accidentellement,
- ✓ les frais afférents à la mise en place éventuelle de solution de contournement dans certains cas décrits au CCTP,
- ✓ les pièces détachées, fournitures, ou mises à jour de logiciels d'un montant unitaire supérieur à 500€ HT,
- ✓ les éventuels petits travaux d'adaptation, de réinstallation ou de modification des configurations d'équipements et installations, spécifiquement demandés par le musée du Louvre.

Ces opérations feront l'objet d'un devis détaillé approuvé par le musée du Louvre et établi en application des prix du BPU ainsi que d'une facturation selon les conditions décrites au présent CCAP.

1.5 Découpage en tranches et en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

1.6 Variantes et options

Le marché ne comporte pas de variante.

1.7 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,

- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1.8 Clause environnementale

Les pièces du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la gestion des déchets et la qualité environnementale des matériaux.

Dans le cadre de la présente prestation de services, le pouvoir adjudicateur, dans un souci de préservation de l'environnement, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause environnementale :

- Recyclage des déchets (article 1.6 du CCTP) :

Le Titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits selon les dispositions légales en vigueur au moment de la réalisation de la prestation. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs obsolètes, les câbles, les emballages et les batteries. Tous les déchets sont évacués immédiatement par le Titulaire, il n'y aura donc pas de stockage sur site exceptés certains équipements (disques-durs, ordinateurs, serveurs...) qui seront restitués à l'établissement public.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Tous les documents et correspondances relatifs au marché seront rédigés en français.

En complément de l'article 4.1 du CCAG Fournitures courantes et services, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 - Bordereau des prix unitaires
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses deux annexes
 - Annexe 1 : Liste des équipements
 - Annexe 2 : Synoptique
 - Annexe 3 : Mesures minimales de cybersécurité
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels
- ✓ La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- ✓ L'offre technique du titulaire (mémoire technique) dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature de l'offre par le titulaire.

CCAP n°2026-001M –Maintenance des équipements de stockage et archivage vidéo numériques de l'auditorium de l'établissement public du musée du Louvre

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives, à l'exception de l'offre technique du titulaire et des documents généraux qui font l'objet d'une publication officielle. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Le titulaire s'engage en outre à une exécution des prestations dans le complet respect des règles de l'art.

2.2 Pièces générales

- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS – arrêté du 30 mars 2021)
- ✓ Les documents techniques listés au CCTP (liste non limitative) : documents techniques unifiés, normes NF, règles de sécurité contre l'incendie pour les établissements recevant du public.

3 DUREE DU MARCHE

La durée du marché est fixée à **douze (12) mois à compter de sa date de notification**.

Il sera ensuite **renouvelable trois (3) fois** de façon tacite par le représentant du pouvoir adjudicateur par périodes de douze (12) mois sans que sa durée totale n'excède **quarante-huit (48) mois**.

En cas de non reconduction, la décision est notifiée aux titulaires au marché au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

Les titulaires ne pourront refuser la reconduction.

4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 Conduite du marché

Les personnes chargées de la conduite du marché sont :

- ✓ Le chef du service de la régie des manifestations/Régisseur général de la Direction de l'Auditorium et des Spectacles ou son représentant
- ✓ La Directrice adjointe-administratrice de la Direction de l'Auditorium et des Spectacles ou son représentant

4.2 Représentant du titulaire

Le titulaire désigne la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché dans la semaine suivant la notification du marché.

4.3 Délais et fréquences

Les prestations sont exécutées selon les délais et les fréquences précisées au CCTP.

5 CONDITIONS D'EXECUTION

Le titulaire se porte garant de son personnel en termes de responsabilité civile.

Le titulaire est responsable des moyens et méthodes utilisés par son personnel pour assurer l'exécution des prestations et leur protection individuelle ou collective. Il est seul responsable des dommages que l'exécution ou l'absence d'exécution des prestations peuvent causer, qu'il s'agisse :

- de dommages corporels, matériels ou immatériels,
- de dommages causés à son personnel ou à des tiers.

5.1 Mesures particulières de sécurité

a) Liste nominative du personnel

Le titulaire est informé que l'EPML est susceptible de faire des contrôles des personnes intervenant sur le site du musée du Louvre, notamment le contrôle du casier judiciaire. Si le contrôle faisait apparaître des éléments incompatibles avec un travail sur son site, l'EPML pourrait être amené à ne pas agréer l'employé ou à demander son remplacement, même après agrément.

Chaque personnel est tenu de justifier de sa présence ou de son absence du site par pointage individuel d'entrée / sortie du site.

Toutes les données de contrôle du personnel sont automatiquement et sans délai accessibles au titulaire et à l'EPML.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Dans le cas où des agissements contraires à la bonne exécution de la mission seraient constatés ou signalés, la personne responsable du suivi du marché serait en droit de demander (de façon écrite et motivée) le départ immédiat et le remplacement du personnel concerné.

b) Contrôle des entrées

Procédure en place :

Pendant son séjour dans les locaux de la personne publique, les employés du prestataire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité établies par celle-ci y inclus l'intégralité des dispositions de son règlement intérieur.

Les personnes accréditées pour effectuer la maintenance recevront leur badge avec photographie leur permettant de circuler dans les zones du musée où se trouvent les différents matériels.

Sur la base de ces informations, les droits attachés aux badges des salariés ayant quitté le site du Louvre seront invalidés et ceux des salariés demeurant sur le site seront prolongés pour le mois suivant.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion accentuée concernant la procédure de contrôle des entrées, interdisant d'en divulguer les modalités à l'extérieur du musée.

Cette procédure, qui varie selon les espaces et qui peut évoluer dans le temps, devra être scrupuleusement respectée par le titulaire. L'accès peut être refusé à toute personne ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité. La direction de la surveillance délivre et précise les conditions d'utilisation des badges nécessaires pour la circulation du personnel.

Chaque personnel est tenu de justifier de sa présence ou de son absence par pointage individuel d'entrée / sortie du site. La Direction de la Surveillance délivre et précise les conditions d'utilisation des autres laissez-passer, badges ou passes nécessaires pour la circulation du personnel.

La perte de tout identifiant permettant l'entrée au musée doit être signalée immédiatement à la personne responsable du suivi du marché. Cette personne peut exiger la remise immédiate des badges, laissez-passer ou passes confiés.

c) Secret professionnel

Le personnel du titulaire est tenu au secret professionnel, pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'il recueille au cours de sa mission à l'égard de toute personne étrangère au Musée du Louvre.

Il ne peut répondre à des questions relatives à ses activités au Musée du Louvre sans accord écrit de la personne chargée de la conduite du marché.

d) Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

Le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :

- être doté d'un vêtement de travail, propre et en bon état permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient,
- transmettre à la personne chargée de la conduite du marché tout fragment ou débris lui semblant provenir d'une œuvre,
- s'abstenir de toucher aux ouvrages, meubles, œuvres ou installations techniques dont il n'a pas l'usage dans l'exécution de sa tâche.

e) Observations du personnel

Le personnel du titulaire doit signaler à la personne chargée de la conduite du marché toute anomalie constatée concernant les ouvrages, installations techniques, meubles et œuvres, situés dans les espaces où il intervient.

f) Sécurité incendie

Pour tous travaux présentant un risque d'incendie, ou un risque de détection d'incendie, le titulaire doit demander, 24 heures à l'avance, un permis de feu au Service Prévention et Sécurité Incendie.

Les intervenants doivent venir récupérer leur exemplaire du permis de feu et le conserver avec eux pendant toute la durée de leur intervention. Une confirmation de l'intervention par téléphone peut être demandée.

Le stockage de produits inflammables est interdit.

5.2 Personnel du titulaire

a) Qualification

Le titulaire s'engage à mettre à disposition un personnel qualifié conformément aux prescriptions du C.C.T.P.

Dans un délai maximal de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire présente à l'acceptation de la personne chargée de la conduite du marché un projet d'organisation indiquant en particulier :

- les équipes mises en place,
- les noms, les qualifications et les responsabilités des membres de ces équipes, l'organisation des roulements.

b) Modifications

CCAP n°2026-001M –Maintenance des équipements de stockage et archivage vidéo numériques de l'auditorium de l'établissement public du musée du Louvre

Demande de modification à l'initiative du Musée du Louvre

Les intervenants au titre du présent marché doivent être impérativement agréés par le musée du Louvre. A la notification du marché, et à chaque changement définitif d'intervenant, l'EPML peut, dans un délai d'un mois, demander le remplacement d'employés proposés sans avoir à fournir aucune justification.

Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans un délai d'un mois, ce dernier devant être agréé par l'EPML. En cas de nouveau refus d'agrément le marché peut être résilié aux conditions de l'article 17 du présent CCAP.

La personne chargée de la conduite du marché peut exiger le remplacement de tout personnel ne donnant pas satisfaction dans l'exécution des prestations aux conditions énoncées ci-dessus. Cette demande motivée par les énoncés des inobservations aux prescriptions du marché, sera écrite et adressée au titulaire.

Demande de modification à l'initiative du titulaire

Sauf cas de force majeure, toute modification concernant le personnel se fait avec l'accord de la personne publique.

Toute modification affectant le personnel, en particulier tout remplacement de personnel, doit être immédiatement signalée et justifiée à la personne chargée de la conduite du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'accident de travail d'un de ses personnels, le titulaire en informera sans délai la personne chargée de la conduite du marché et fournira copie de la déclaration d'accident.

En l'absence de rejet par la personne chargée du marché, et passé un délai de 1 mois suivant la proposition du titulaire, la modification de personnel est réputée accepter.

c) Absences

En cas d'absence provisoire et imprévue d'un personnel sur le site (arrêt maladie par exemple), le titulaire en informe immédiatement par écrit la personne chargée de la conduite du marché.

Le titulaire est tenu de remplacer son personnel absent dans un délai maximum d'une demi-journée. Il devra communiquer par écrit dès le remplacement du personnel défaillant, le nom et les responsabilités du remplaçant, à la personne chargée de la conduite du marché.

5.3 Prise en charge et remise de l'objet des prestations de maintenance

a) Prise en charge

En début d'exécution des prestations, un constat contradictoire du matériel pris en charge est dressé en présence du titulaire et de la personne chargée de la conduite du marché.

b) Remise à l'expiration du marché

Avant expiration du marché, il est procédé à un constat contradictoire, dans les mêmes conditions.

5.4 Installations mises à disposition du titulaire

L'ensemble des installations mises à dispositions du titulaire est placé sous sa responsabilité et toute réparation d'installation détériorée ou tout remplacement de pièce manquante lui est financièrement imputable.

a) Courants forts - Courants faibles

L'usage des prises de courant 220 V mono est libre.

L'éclairage des espaces est prolongé à la demande du titulaire quand ses interventions ont lieu de nuit.

b) Eau

L'usage des installations sanitaires et des vannes d'alimentation en eau, exception faite des R.I.A., est libre.

c) Collecte des déchets

Les déchets produits ou collectés par le titulaire doivent être déposés dans le conteneur situé dans l'air de livraison ou dans tout autre conteneur désigné par la personne chargée de la conduite du marché.

Toutefois, le titulaire doit prendre en charge l'enlèvement et le traitement de ses Déchets Industriels Spéciaux.

5.5 Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au [décret n°92-158 du 20 février 1992](#) complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité du Titulaire.

A ce titre, dans les 15 jours suivant la notification du présent marché et avant le début d'exécution des prestations, un plan de prévention sera établi entre le musée du Louvre et le prestataire conformément aux prescriptions du [décret n°92-158 du 20 février 1992](#).

Dans ce cadre, il sera procédé à une inspection commune des lieux d'intervention, et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques sera effectuée en commun. Un plan de prévention établi par écrit sera arrêté, avant le commencement de la prestation. Ce plan de prévention revêt un caractère obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra comporter :

- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,
- l'adaptation des matériels et dispositifs à la nature des opérations à effectuer,
- les instructions à donner aux salariés,
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence par l'établissement,
- les conditions de la participation éventuelle du personnel du prestataire aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Le titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité du titulaire s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise titulaire (et de ses sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site de l'EPML.

a) Protection des abords

Le titulaire doit la protection de tous les ouvrages, installations techniques, meubles et oeuvres, situés aux abords de ceux sur lesquels il intervient et susceptibles d'être affectés par l'exécution des prestations.

Ces mesures de protection concernent notamment la protection des sols.

Le titulaire doit le nettoyage complémentaire de ces abords si l'exécution de ses prestations en a détérioré l'état de propreté.

b) Protection du public

Le titulaire doit la protection du public présent et susceptible de subir des dommages par l'exécution des prestations.

Ces mesures de protection concernent notamment les prestations effectuées en hauteur.

c) Présence ou interventions simultanées d'autres prestataires de services ou fournisseurs ainsi que du personnel du Musée du Louvre

Le titulaire doit prendre en compte l'éventualité de la présence ou d'une intervention aux mêmes lieux et horaires d'autres prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que du personnel du Musée du Louvre.

Si la personne chargée de la conduite du marché le juge nécessaire, il est consulté sur les conditions d'exécution de ces autres interventions. Réciproquement, les conditions d'exécutions de ses interventions peuvent être adaptées.

5.6 Réunions

Une réunion de lancement se tient dans les deux semaines suivant la notification du marché, afin de planifier toutes les modalités de mise en place des prestations et de remettre conformément aux dispositions du CCTP et du présent CCAP tous les justificatifs nécessaires au démarrage des prestations.

Des réunions périodiques et de suivi sont organisées durant l'exécution du marché conformément au CCTP.

Des réunions supplémentaires pourront être organisées en sus si nécessaire.

5.7 Confidentialité et actions de communication

5.7.1 Clause de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

L'EPML s'engage pour sa part :

- à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché,
- à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité

5.7.2 Photographies et prises de vues du personnel du Titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de maintenance et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Le titulaire s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent marché dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et, plus généralement, pour les besoins de la communication sur l'Etablissement. A chaque fois que cette possibilité se présentera, le titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse desdits préposés, sous-traitants d'être photographiés ou filmés à cet effet.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. Mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. Exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. Communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. Le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. Insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. Insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. Projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. Exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. Merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant

pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

5.7.3 Prises de vue ou tournages sur le chantier par le Titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression - par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

5.7.4 Protection des données à caractère personnel

a) Dispositions générales

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant les durées définies aux articles R2184-12 et R2184-13 du code de la commande publique.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'EPML et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le titulaire bénéficie du droit demander à l'EPML l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

b) Le traitement des données essentielles du marché public

L'EPML est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

c) Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés à l'article 13.2.2.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'EPML (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

5.8 Mesures relatives à la cyber sécurité

Les mesures minimales de cybersécurité que le Prestataire s'engage à appliquer dans le cadre de l'exécution du présent marché sont détaillées dans l'annexe 3 du CCTP.

6.1 Vérifications

Les prestations de maintenance sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Conformément à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la personne chargée de la conduite des prestations.

Ces vérifications pourront être effectuées par les régisseurs et techniciens responsables de l'exploitation de l'auditorium, durant ou après chaque opération de maintenance. Lors de ces vérifications, il sera procédé :

- au contrôle du bon déroulement de l'opération de maintenance
- au contrôle du bon rétablissement des fonctionnalités incriminées, après l'opération
- au contrôle quantitatif des pièces défectueuses changées
- au contrôle de la conformité des dates d'intervention et de remise en service, en fonction des délais indiqués dans ce présent CCAP.

6.2 Admission des prestations de maintenance

L'admission des prestations fait l'objet d'une décision d'admission prononcée mensuellement préalablement au paiement des prestations forfaitaires.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, en l'absence de constat de rejet notifié au titulaire dans les 15 jours calendaires suivant la fin du mois concerné, les prestations sont réputées admises.

L'ajournement ou le rejet des prestations donne lieu à l'établissement d'un PV de rejet mentionnant les causes du rejet notifié par l'EPML au titulaire du marché conformément aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG-FCS.

Selon les modalités de l'article 30.3, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer une admission avec réfaction s'il estime que des prestations, sans être totalement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état.

6.3 Admission des prestations exécutées sur bons de commande

L'admission des prestations commandées fait l'objet d'une décision d'admission après exécution du bon de commande par le titulaire et préalablement à leur paiement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, en l'absence de constat de rejet notifié au titulaire dans les 15 jours calendaires suivant l'exécution des prestations concernées, les prestations sont réputées admises.

L'ajournement ou le rejet des prestations donne lieu à l'établissement d'un PV de rejet mentionnant les causes du rejet notifié par l'EPML au titulaire du marché conformément aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG-FCS.

Selon les modalités de l'article 30.3, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer une admission avec réfaction s'il estime que des prestations, sans être totalement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état.

7.1 Responsabilités

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du présent marché.

Il est responsable de son matériel et de son personnel, qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

En conséquence, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages, dégâts, accidents, incendie ou autres causés de son fait, par négligence, manquements à ses obligations professionnelles ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire est ainsi seul responsable des dommages causés directement à :

- son personnel ou à des tiers, y compris le personnel de l'EPML ;
- ses biens
- aux biens appartenant à l'EPML ou à des tiers
- aux biens mis à sa disposition (badges d'accès, mobiliers, racks, audioguides multimédia, etc.).

Le Titulaire demeure seul responsable sans recours possible auprès de la personne publique pour des vols :

- commis par son personnel ;
- commis avec la complicité de son personnel.

7.2 Assurances

En conséquence, le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance propre à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du présent marché, auprès d'une compagnie notoirement solvable.

La police d'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard de tiers, de l'EPML et de tout organisme auprès duquel le Titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra fournir à l'EPML les attestations précisant :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- les conditions de garanties ;
- les montants des garanties ;
- la date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- le numéro des polices.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

8.1 Nature et contenu des prix

Le marché est rémunéré principalement par un prix forfaitaire, accessoirement par des prix unitaires dans le cadre d'une part à commande.

Les prestations seront réglées par application des prix répertoriés dans la décomposition du prix forfaitaire et le BPU selon les stipulations de l'acte d'engagement.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du C.C.A.G. FCS, les prix du marché sont réputés complets et comprennent notamment :

- La main d'œuvre sur le site pendant les heures de présence consignées au C. C. T. P.
- Toutes les interventions de maintenance pendant les heures de présence définies au C.C.T.P.
- Toutes les petites fournitures, consommables, et pièces détachées de moins de 500 € HT.
- La documentation technique des pièces détachées installées durant le marché.
- Le nettoyage des matériels objets du présent marché.
- Les essais et contrôles décrits au C.C.T.P.
- L'assistance humaine et matérielle.
- La mise à jour de toutes les bases de données techniques, y compris pour les interventions de maintenance telles que définies au C.C.T.P.
- les frais d'assurance,
- les frais de déplacement du personnel du titulaire,
- les frais de restauration et d'hôtellerie du personnel du titulaire,
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage, de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation et d'enlèvement des fournitures et matériels ;
- les frais généraux (formation, fournitures des tenues pour les agents, fourniture du matériel et sa maintenance, l'ensemble des indemnités, primes et autres rémunérations liées à la profession),
- les travaux de secrétariat,
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de la mission,
- les outillages, les moyens d'accès et de manutention, les équipements de protection individuelle et les appareils de mesure et de contrôle.
- les marges pour risque et bénéfice (ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, notamment les sujétions découlant des conditions d'exécution définies au CCTP).

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

Pour les marchandises figurant aux bordereaux de prix unitaires, les prix initiaux sont fixés dans celui-ci.

8.2 Prix forfaitaire

Le prix global et forfaitaire figure à la décomposition du prix global et à l'acte d'engagement.

8.3 Prix unitaires

Les bons de commande sont délivrés, au fur et à mesure des besoins, par le représentant du pouvoir adjudicateur et comportent :

- la référence du marché,
- L'identification du prestataire
- La date
- Le numéro de la commande
- la désignation de la prestation,
- le prix de la prestation et la quantité demandée
- les délais et/ou fréquences de son exécution,
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution, notamment les horaires de travail,
- Le montant hors taxes de la prestation
- Le montant TTC de la prestation

Les bons de commandes sont établis sur la base des prix unitaires inscrits au bordereau des prix unitaires figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché pour une durée d'exécution des prestations de trois mois au plus après cette date.

8.4 Ajout de nouvelles références en cours d'exécution

En cours d'exécution du marché, de nouvelles références pourront être ajoutées au BPU notamment en cas de commande de pièces détachées d'une valeur supérieure à 500 euros HT.

La personne qui assure la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par courrier.

Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception du courrier, le titulaire envoie son devis à la personne qui assure la conduite du marché.

Le cas échéant, le musée du Louvre se réserve le droit de demander tout justificatif explicitant la manière dont le titulaire a déterminé ces prix nouveaux.

Après accord, ces nouveaux prix seront intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. Cet additif sera cosigné par le Titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

8.5 Clause de réexamen

Cet article complète les dispositions de l'article 25 du CCAG/FRC

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen

Aussi, le champ d'application et la nature des modifications envisageables sont les suivantes :

8.5.1 En cas de développements additionnels et modification de la liste des équipements

Conformément à l'article 1.5 du CCTP en cas de développements additionnels et modification de la liste des équipements

A la fin de chaque période d'exécution annuelle du marché, le titulaire et l'EPML se rencontrent afin de faire le point sur un éventuel remplacement d'un équipement. D'un commun accord et dans le respect des principes de loyauté et d'équilibre contractuels, ils décident de la nécessité, ou non, de la conclusion

CCAP n°2026-001M –Maintenance des équipements de stockage et archivage vidéo numériques de l'auditorium de l'établissement public du musée du Louvre

d'un avenant de régularisation financière sur le fondement des prix de la DPGF et du BPU (remise ou supplément de prix au forfait le cas échéant). A minima et dans le cas d'une variation effective des quantités, un avenant de mise à jour des quantités renseignées à la DPGF sera conclu.

8.5.2 En cas de modification des protocoles de sauvegarde

En cas de modifications des protocoles de sauvegarde, un avenant de mise à jour des modalités techniques et financières du marché pourra être conclu.

8.5.3 En cas d'ajout d'un plan de progrès

Les parties pourront s'entendre aux fins d'introduction d'un plan de progrès destiné à améliorer les performances de la prestation tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire, en tant qu'expert et dans le cadre de son obligation générale d'information et de conseil, devra être en mesure, sur sollicitation de l'EPML, de faire des propositions et présenter des solutions quant aux aménagements de toute nature (moyens humains, évolution du matériel, produits, évolution des process et procédures) afin d'optimiser la qualité de la prestation et pour parvenir à une plus grande efficacité de la prestation globale.

8.5.4 En cas de circonstances imprévues

Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché, et/ou
- des conditions d'exécution du marché, et/ou
- de la durée du marché,

et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

9 MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Répartition des paiements

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations qui seront réalisées par les différentes entreprises intervenantes intervenant sous forme de groupement et qui, de ce fait, se verront réglées directement.

9.2 Modalités de règlement des comptes

9.2.1 Modalités de règlement des comptes

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - [Déposer ses demandes de paiement sur le portail,](#)
 - [Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.](#)

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Toutes les demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement soit à l'acte spécial de sous-traitance.

9.2.2 Modalités de règlement pour le forfait

Mensuellement, il est fait production par le titulaire d'une demande d'acompte correspondant au forfait mensuel figurant dans la DPGF faisant apparaître les sommes auxquelles il prétend.

Celles-ci présenteront à entête de l'entreprise émettrice :

- la référence du marché
- la date de notification du marché
- la désignation de la prestation
- le nom et l'adresse du prestataire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou sur l'acte de sous-traitance,
- le montant H.T.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant T.T.C.,

- le coefficient et le montant de la révision de prix le cas échéant,
- la date,

La demande d'acompte sera adressée à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toutes les demandes d'acompte seront adressées par le titulaire du marché, y compris celles qui seraient émises par l'une des différentes entreprises intervenantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la demande d'acompte. En cas de modifications demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra les intégrer et renvoyer la demande d'acompte modifiée.

L'administration procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

9.2.3 Modalités de règlement pour la part à commande

Les prestations définies seront exécutées conformément aux bons de commandes établis par l'EPML.

Le bon de commande précisera la prestation à exécuter, le calendrier d'exécution et le montant conformément aux prix figurant dans le BPU ou sur le devis fourni par le titulaire.

Le paiement des prestations afférentes au mois considéré n'interviendra qu'après validation desdites prestations par le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions du présent marché.

Les factures sont présentées sous forme d'une facture à entête de l'entreprise émettrice et portent les indications suivantes :

- la référence du marché
- la date de notification du marché
- la désignation de la prestation
- le nom et l'adresse du prestataire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou sur l'acte de sous-traitance,
- le montant H.T.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant T.T.C.,
- la date,

La personne représentant le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire toute modification des factures.

9.2.4 T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors du début d'exécution pour les acomptes mensuels.

9.2.5 Délais de paiement – Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la [loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013](#) portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son [décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013](#) relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes

9.3 Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « **Mo** ».

Ces prix demeurent inchangés durant l'intégralité de la première année d'exécution, soit lors des 12 premiers mois qui suivent le mois de notification du marché. Par la suite, les prix de la part forfaitaire et de la part à commandes sont révisables annuellement au mois anniversaire de la notification du marché dit mois de révision des prix « **Mr** ».

Les prix plafonds du marché sont révisables par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0.30 + 070 (SYNr / SYN_o)]$$

Dans laquelle :

- ✓ SYN = Indice Syntec publié mensuellement par la fédération Syntec : www.syntec.fr
- ✓ L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois d'établissement des prix (Mo) ou au trimestre correspondant, le cas échéant.
- ✓ L'indice « r » désigne la dernière valeur connue de l'indice concerné, au mois « Mr » de l'année considérée
- ✓ Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Pour la mise en œuvre de la formule, les calculs intermédiaires sont effectués avec 4 décimales et le coefficient applicable à Po, arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

Le titulaire effectue le calcul dont il soumet le détail, pour validation, auprès de la personne chargée de la conduite du marché.

Etablissement Public du Musée du Louvre
Direction de l'Auditorium et des Spectacles
Sous-direction du pilotage administratif
75058 Paris Cedex 01

9.4 Paiement des co-traitants, sous-traitants

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'Acte d'engagement devra indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels ayant droit au paiement direct.

Le titulaire joint en double exemplaire (l'original et une copie) à la demande de paiement, la facture du sous-traitant qu'il aura préalablement validée.

Egalement, en cas de groupement momentané d'entreprises, le titulaire mandataire du groupement fait parvenir en double exemplaire (l'original et la copie) les factures du co-traitant qu'il aura préalablement validées.

10 AVANCE

Conformément à l'article 11.1 option B du CCAG-FCS, et en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf refus exprès du titulaire dans l'acte d'engagement, dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Le montant de l'avance versé est calculé conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance versé est égal à 5% (10 % en cas de PME) du montant du marché.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de l'avance est effectué conformément aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

11 PENALITES - REFACTIONS - INDEMNITES - PRIMES

11.1 Pénalités contractuelles

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. fournitures courantes et services, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt les pénalités suivantes.

11.1.1 Pannes répétitives des équipements

Les responsables techniques de l'auditorium procéderont mensuellement au calcul du nombre de pannes signalées, quelle que soient leur durée, leur gravité et indépendamment des heures où elles se produisent. Les pannes résultant d'une mauvaise utilisation de l'installation ou d'actes de malveillance, dont le titulaire devra fournir la preuve, ne sont pas intégrées dans ce calcul.

Les pénalités applicables sont fixées comme suit :

✓ au-delà de 5 pannes par mois : 760 euros par panne

Les pénalités relatives à différentes installations sont cumulables.

11.1.2 Maintenance corrective

a) Pannes prioritaires :

Pénalité applicable de 1000 € par heure de retard en cas de dépassement des délais demandés dans le CCTP (GTR, GTI).

b) Pannes non prioritaires

Pénalité applicable de 100 € par jour de retard en cas de dépassement des délais demandés dans le CCTP (GTR, GTI).

11.1.3 Retards dans le délai de réponse des demandes de l'assistance téléphonique

Pénalité applicable de 150 € par heure de retard au-delà du délai prévu dans le CCTP

11.2 Autres pénalités

11.2.1 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- ✓ les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.
- ✓ les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents

En cas de candidat étranger, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du code du travail, à défaut de la fourniture de ces documents, le titulaire encourt une pénalité de 10 € par jour de retard dans la limite des amendes prévues par les articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail et de 10% du montant HT du marché en cours d'exécution.

11.2.2 Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1, D.8254-2, D.8254-3 et D.8254-4 du code du travail, le candidat ayant recours à l'emploi de travailleurs étrangers remet au pouvoir adjudicateur tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

11.2.3 Pénalité pour non-respect de l'engagement environnemental

En cas de non-respect de l'engagement environnemental du Titulaire tel que présenté dans son offre technique, il sera appliqué une pénalité de 150€ par manquement constaté.

12 SOUS TRAITANCE :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

De manière générale, l'ensemble des DC4 est à adresser par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Isabelle.renty@louvre.fr

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenue.

13 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent marché.

14 NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

15 CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SECRET

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, fournisseurs, préposés au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, maquettes, documents dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers, en dehors des dispositions prévues à cet effet dans le présent marché. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'établissement public du musée du Louvre à résilier le marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le musée du Louvre au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

16 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de contentieux liés à la passation de l'accord-cadre ou à ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre, le Tribunal administratif compétent sera celui dans le ressort duquel le Pouvoir Adjudicateur concerné a son siège. Soit :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

17 RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- en cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- dans tous les autres cas prévus au présent document.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

18 AGREMENT

Le titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un agrément de la personne publique, en particulier pour sa publicité, ses documents d'information et cartes de visites.

19 MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à son siège social,
- à son capital social,
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

20 DEROGATION AU CCAG/FCS

- L'article 2 du présent CCAP déroge aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/FCS.
- Les articles 6.2 et 6.3 du présent CCAP déroge à l'article 30 du CCAG/FCS.
- L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.